

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2019**  
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES  
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Yves LAHOUN

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

---

**OBJET : Convention / Ressource - Convention avec la Fédération de pêche des Landes pour l'ouverture d'un parcours de pêche à la carpe de nuit à Tailluret**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour a rétrocédé la gestion piscicole et les droits de pêche à la Fédération de pêche des Landes sur le réservoir de soutien d'étiage de Tailluret, situé sur les communes de Labastide-d'Armagnac (40) et Mauléon-d'Armagnac (32), propriété de l'Institution Adour.

La pêche est autorisée depuis le bord sur l'ensemble du réservoir hors depuis la digue principale et prochainement par voie de navigation à usages halieutiques.  
L'ensemble du site est classé en deuxième catégorie piscicole.

En complément de ces dispositions générales, l'AAPPMA de Gabarret sollicite l'Institution Adour afin d'autoriser la création d'un parcours de pêche à la carpe de nuit en rive droite du réservoir.

L'Institution Adour répond favorablement à ce type de demande, sous réserve de la mise en place d'une convention encadrant cette pratique.

La convention précise les conditions dans lesquelles s'exercera cette autorisation de pêche, conditions acceptées par les deux parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.

Il est rappelé que l'usage premier du réservoir est le soutien d'étiage et que le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation.



## LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- D'approuver les termes de la convention ci-annexée avec la Fédération de pêche des Landes et l'AAPPMA de Gabarret, pour la période courant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2020, afin d'assurer la mise en place d'un parcours de pêche à la carpe de nuit sur le réservoir de soutien d'étiage de Tailluret, situé sur les communes de Labastide-d'Armagnac (40) et Mauléon-d'Armagnac (32)
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente

#### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



## Convention pour la gestion de pratique de la pêche sur le parcours « carpes » sur le réservoir de soutien d'été de Tailluret

### Entre

L'**Institution Adour**, Établissement Public Territorial du Bassin de l'Adour, représentée par son Président Monsieur Paul CARRERE, agissant en vertu de la délibération du 19 juillet 2019

D'une part

Et

La **Fédération des Landes pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique**, représentée par son Président Monsieur Jacques MARSAN, agissant au nom et pour le compte de la Fédération en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, ci-après désignée par « la Fédération de Pêche des Landes »

L'**AAPPMA de Gabarret « La Gaule du Gabardan »**, représentée par son Président Monsieur Thierry BEREYZIAT

D'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### Article 1 : Objet de la convention

L'Institution Adour a rétrocédé la gestion piscicole et les droits de pêche à la Fédération de Pêche des Landes sur le réservoir de soutien d'été de Tailluret, situé sur les communes de Labastide d'Armagnac (40) et Mauléon d'Armagnac (32), propriété de l'Institution Adour.

La pêche est autorisée depuis le bord sur l'ensemble du réservoir, mais interdite depuis la digue principale.

L'ensemble du site est classé en deuxième catégorie piscicole.

En 2019, l'AAPPMA de Gabarret a sollicité l'Institution Adour afin d'autoriser la création d'un parcours de pêche à la carpe en rive droite du réservoir.

L'Institution Adour a répondu favorablement à cette demande selon le schéma b présenté dans la note jointe à la présente.

La présente convention précise les conditions dans lesquelles s'exercera cette autorisation de pêche, conditions acceptées par les deux parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.

Il est rappelé que l'usage premier du réservoir est le soutien d'été et que le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation.

## **Article 2 : Modalités de pratique de la pêche à la carpe de nuit**

La pratique de la pêche à la carpe pourra se pratiquer, de jour comme de nuit, avec 4 cannes maximum.

Lors des séances de pêche « de nuit », seules les esches d'origine végétale sont autorisées.

La pratique de la pêche « de nuit » est autorisée uniquement sur le parcours préalablement défini.

De nuit, comme de jour : respect de la tranquillité publique, des autres pêcheurs (embarqués ou non), et des autres usagers du site (chasseurs, exploitants agricoles, etc...).

## **Article 3 : Conditions générales de mises en œuvre**

### Information auprès des pêcheurs

Une information auprès des pêcheurs sera effectuée par la Fédération de pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret sur l'ensemble des dispositions à respecter, notamment les modalités d'accès au site, les zones de parking et la co-existence avec les autres pratiques de pêche sur le site.

Il sera notamment rappelé que l'accès aux ouvrages hydrauliques présents sur la digue est interdit en raison des risques de chute.

De même, une sensibilisation au risque d'eutrophisation du plan d'eau devra être réalisée auprès des pratiquants, afin de limiter l'apport de nutriments (appâts, bouillettes, ...) au réservoir de Tailluret, plan d'eau classé masse d'eau au niveau de la DCE.

Les berges du réservoir ainsi que la végétation présente devront être préservées au maximum, avec un respect des limites de la zone ouverte à la pratique de la pêche à la carpe. Il est également rappelé l'interdiction de campements sur les berges du réservoir.

Cette information donnera lieu au rappel de l'intégralité des dispositions à respecter ainsi que des responsabilités engagées. Elle sera renouvelée chaque année.

### Signalétique de pratique de la pêche

La Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret s'occupent et ont sous leur responsabilité toute la signalisation nécessaire.

### Signalétique d'accès au plan d'eau

L'accès au plan d'eau et à la zone autorisée à la pêche à la carpe se fera par un chemin matérialisé et banalisé.

### Financement

Tous les aménagements, y compris la signalétique, nécessaires seront pris en charge financièrement et techniquement par la Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret.

## **Article 4 : Culots interdits à la navigation des réservoirs de soutien d'étiage**

À partir de l'atteinte du culot piscicole, la pêche à la carpe sera interdite, de la même façon que la pêche depuis le bord du réservoir ou en embarcations.

La surveillance du respect de cette interdiction est réalisée par la Fédération de Pêche des Landes.

## **Article 5 : Qualité des eaux**

L'Institution Adour se dégage de toute responsabilité en termes de qualité des eaux. Il est rappelé et cela fera l'objet d'un affichage que le réservoir de soutien d'étiage ne fait pas l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de baignade, ni d'aucun suivi régulier de la qualité des eaux. En conséquence, il est rappelé que la baignade est interdite sur l'ensemble du lac.

De même, en cas de signalement de cyanobactéries, toute activité de pêche depuis le bord ou en embarcation sera interdite. L'interdiction ne pourra être levée que par l'Institution Adour.



## **Article 6 : L'utilisation des réservoirs**

Le lac concerné par la présente a une vocation prioritairement hydraulique. Il est utilisé pour réalimenter les rivières tributaires afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature.

L'Institution Adour est liée par une Concession de Service Public à un gestionnaire pour l'exploitation de ce réservoir de soutien d'étiage qui est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne.

Il est rappelé que les lâchers ou prélèvements peuvent être importants en période d'étiage, entraînant une baisse régulière de niveau. Le niveau du réservoir peut être très bas en fin d'étiage lors des saisons particulièrement sèches.

La Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret ne pourra émettre aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique du lac, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

De plus, si la nécessité l'oblige, l'Institution Adour ou la CACG sont tenues d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. À ce titre, elles se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages. Pour éviter l'asphyxie du poisson, l'Institution Adour maintiendra si possible le culot piscicole nécessaire à la survie du poisson. Dans le cas d'une vidange totale, les dispositions seront prises en amont avec l'AAPPMA et la Fédération de pêche pour envisager les modalités de sauvetage du poisson.

La Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret s'attachent au maintien de bonnes relations entre les pêcheurs et les propriétaires voisins des réservoirs. De plus, la Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret s'engagent à assurer en ce qui les concerne, et donc l'activité pêche, l'ordre et la propreté des abords du réservoir.

La Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret s'engagent à tenir informés ses adhérents de la réglementation du stationnement des véhicules à proximité des plans d'eau. Elle veillera notamment à ce que soit respectée l'interdiction de la circulation et du stationnement des véhicules sur la digue et dans les zones dénoyées, ainsi que sur les sentiers périphériques du lac. Le stationnement est autorisé sur les parkings existants aménagés par l'Institution Adour ou la Fédération de pêche des Landes (avec l'accord de l'Institution Adour) sans qu'il entrave le libre accès aux ouvrages d'exploitation.

Si la Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret souhaitent réaliser certains aménagements à l'usage de ses adhérents (abris, poubelle, passage, ...), il est convenu que leur réalisation est conditionnée à un accord écrit donné par l'Institution Adour. Bien entendu, ces aménagements à la charge de la Fédération de Pêche des Landes ou de l'AAPPMA de Gabarret, seront réalisés en respect des droits des tiers et sous réserve des possibles procédures administratives nécessaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

La responsabilité de l'Institution Adour ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dont les adhérents de l'AAPPMA, leurs accompagnants ou les tiers pourraient être victimes du fait de l'exercice du droit de pêche concédé à la Fédération de Pêche des Landes ou l'AAPPMA de Gabarret.

L'attention des membres de la Fédération de Pêche des Landes ou de l'AAPPMA de Gabarret est à nouveau attirée sur la vigilance à observer à l'égard de la fréquentation des berges ou du plan d'eau par d'autres, et sur le respect des zonages et horaires faisant la part de chacun, afin que l'usage récréatif des réservoirs se fasse de façon concertée et en toute quiétude pour chacun.

En cas d'observation d'anomalies sur le plan d'eau l'Institution Adour devra en être informée au plus tôt.



## **Article 8 : Durée de la présente convention et modalités de révision**

La présente convention engage les deux parties pour une durée de 2 ans à partir de 2019.

Des bilans annuels seront réalisés afin de connaître la fréquentation des sites et de connaître les modalités d'appropriation par les pêcheurs de cette pratique. De même, les problèmes éventuels rencontrés seront soulevés.

Une réunion sera organisée 6 mois avant la fin de la présente convention afin de réaliser un bilan complet de cette opération et de prévoir éventuellement une nouvelle convention.

En cas d'inobservation par l'une des deux parties des dispositions de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de l'autre partie un mois après une mise en demeure restée sans effet, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à la partie défaillante. De même, la présente convention pourra être suspendue par l'Institution Adour pour des raisons d'usage de soutien d'étiage de ces réservoirs particuliers ou pour la sécurité des ouvrages.

Pour tout litige ou toute mesure auxquels pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et en cas d'absence d'accord amiable, l'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal Administratif de PAU  
Villa Noulibois - 50 cours Lyautey  
BP 543  
64010 PAU Cedex

Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à .....le .....

**L'Institution Adour,**  
Monsieur Paul CARRERE

**La Fédération des Landes pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique**  
Monsieur Jacques MARSAN

**L'AAPPMA de Gabarret « La Gaule du Gabardan »**  
Monsieur Thierry BEREZIAT